



## **Réaction de HSA au communiqué des dirigeants du G7 du 28 juin 2022 quant à l'adoption d'un traité ambitieux sur la Haute Mer en 2022**

High Seas Alliance se réjouit du [communiqué](#) des dirigeants du G7 dans lequel ils expriment leur soutien à l'accord pour l'océan du G7 (« [Ocean Deal](#) ») et leur engagement à mener les efforts mondiaux visant à protéger l'océan mondial et à adopter en 2022 un traité sur la Haute Mer dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Les dirigeants représentant l'Allemagne, la France, le Japon, l'Italie, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada déclarent en particulier : « Un océan propre, sain et productif aux écosystèmes marins résilients est essentiel à toute vie sur Terre. Nous nous engageons à mener les efforts mondiaux pour la protection, la conservation, la restauration et l'utilisation durable et équitable de l'océan mondial, en ce compris l'adoption en 2022 de l'instrument juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (BBNJ). »

L'engagement pris par les dirigeants du G7 fait suite aux déclarations fortes des communiqués publiés à l'issue des réunions des ministres des Affaires étrangères et des ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement du G7. Tous reconnaissent la contribution du traité aux objectifs mondiaux pour l'environnement, dont celui de conserver ou de protéger au moins 30 % de l'océan mondial d'ici 2030, notamment au moyen d'aires marines hautement ou entièrement protégées dans les zones situées au-delà des juridictions nationales.

L'engagement pris cette année par les dirigeants de l'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni, de l'Italie, du Canada, de la France et des États-Unis en faveur d'un traité ambitieux sur la Haute Mer est encourageant. Il est maintenant essentiel que ces promesses formulées au plus haut niveau soient suivies d'améliorations significatives des positions de négociation adoptées par les différents gouvernements, de sorte que le traité mette en place les mesures de protection océanique dont notre planète bleue a désespérément besoin.

Depuis que les discussions sur la conservation de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ont été entamées sous l'égide de l'ONU il y a près de vingt ans, les crises du climat et de la biodiversité se sont considérablement aggravées, ce qui a eu des effets désastreux pour l'océan et pour celles et ceux dont l'alimentation, l'emploi et la culture en dépendent. À l'heure actuelle, seul 1 % de la Haute Mer est hautement ou entièrement protégé, alors que des activités humaines comme la pêche, l'exploitation minière et la pollution ne cessent d'entraîner l'océan vers une catastrophe irréversible. Le traité sur la Haute Mer présente une occasion unique pour notre génération d'opérer les changements profonds qui s'imposent pour notre bien commun. Mais il doit permettre à la gouvernance de l'océan d'en finir avec l'immobilisme en adoptant un traité ambitieux capable de réellement protéger l'océan et d'interdire les activités destructrices, sans laisser la question de la protection entre les mains des organismes existants qui ont exacerbé la crise de l'océan mondial.

« L'engagement pris dans le communiqué des dirigeants du G7 intervient en pleine Conférence de l'ONU sur l'océan qui se tient à Lisbonne ces jours-ci, et deux mois à peine avant ce qui devrait être la dernière session de négociation au siège de l'ONU en août. Nous appelons un plus grand nombre de responsables mondiaux à jouer un rôle moteur pour l'océan, en s'engageant à conclure un traité solide avant la fin de l'année 2022. déclare Peggy Kalas, directrice de High Seas Alliance.

La cinquième et dernière session de négociation d'un traité sur la Haute Mer relatif à la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale se tiendra du 15 au 26 août 2022. Elle est la dernière réunion prévue pour que les États du monde entier décident de ce qu'il adviendra de l'océan dans les décennies à venir.

#### **Notes au responsable de publication**

High Seas Alliance appelle les dirigeants du G7 à maintenir leur soutien au plus haut niveau politique en faveur d'un traité ambitieux en 2022. Ils doivent demander à leurs équipes de négociation de se tenir prêtes à y apporter la touche finale et à adopter un traité sur la Haute Mer qui soit porteur de changements profonds et qui :

- prévoie un réseau représentatif d'AMP, y compris des aires hautement ou entièrement protégées dans les zones au-delà de toute juridiction nationale (ZADJN), ce qui est essentiel si nous voulons atteindre l'objectif de conserver au moins 30 % de l'océan et des mers d'ici 2030 ;
- renforce considérablement l'évaluation et la gestion des activités humaines qui ont un impact sur la biodiversité marine dans les ZADJN ;
- assure un financement adéquat et significatif en appui aux principales fonctions du traité sur la Haute Mer, tout en offrant un soutien financier, scientifique et

technique aux États qui en ont besoin, notamment en matière de renforcement des capacités et de transfert de techniques marines ; et

- inclue un mécanisme juste et équitable en ce qui concerne les ressources génétiques marines (RGM) et le partage des bénéfices.

À propos de High Seas Alliance

<https://www.highseasalliance.org>

Pour de plus amples informations ou pour organiser une interview, veuillez contacter : Patricia Roy, email: [patricia@communicationsinc.co.uk](mailto:patricia@communicationsinc.co.uk), telephone: +34 696 905 907.